

PM - Meeting Lille
12 mars 1993

1

Mes Chers Camarades,

Mes Chers Amis,

C'est notre grande réunion, à Lille avant de courir la dernière ligne droite des Elections Législatives des 21 et 28 mars prochains.

Je salue votre présence nombreuse comme une promesse dans une campagne difficile. J'accueille avec plaisir, à Lille, ~~les~~ ^{la} ~~personnalités~~ ^{russe}, les citoyens venus nous écouter, les amis, les militants, les sympathisants.

^{bien sûr,}
Nos candidats, Nos chaleureux encouragements vont à celles et ceux qui défendent nos couleurs dans le Nord et dans la Région du Nord-Pas-de-Calais. ~~Et~~ ^{plus particulièrement dans la métropole lilloise.}

~~24~~ 24 sièges sont à pourvoir dans le Nord dont 14 occupés par des socialistes.

Vous me permettrez de saluer



Michel DELEBARRE, Ministre d'Etat, qui se bat à Dunkerque-Gravelines pour poursuivre la mission d'Albert DENVERS qui a bien droit à notre gratitude.

Et, ~~bien sûr~~ bien sûr d'adresser mes amitiés affectueuses de totale solidarité à Bernard ROMAN, notre Premier Secrétaire, qui combat avec vigueur dans le 1ère circonscription, celle de Roger SALENGRO, que j'ai représenté pendant vingt ans à l'Assemblée Nationale et qui restera socialiste, j'en suis persuadé.

Nous sommes tous honorés et fiers de te recevoir, mon cher Michel à Lille, une ville qui a porté le socialisme dans sa tradition, dans son évolution. Lille de DELORY, SALENGRO et plus près de nous d'Augustin LAURENT.

Nous recevons, avec toi Michel le militant qui a adhéré aux étudiants socialistes à 20 ans. Et ce fût là notre première rencontre et le début de notre fidèle amitié.

Le Premier Ministre qui a honoré la confiance du Président de la République et celle de la Nation.

Nous sommes heureux et fiers de recevoir celui qui - les militants le confirmeront - sera notre candidat aux Elections Présidentielles de 95.

Celui - là même qui a lancé le déjà "fameux Big Bang".

Mon Cher Michel, l'expression a fait mouche. Non pas seulement parce qu'elle est une formule heureuse. Mais parce qu'elle venait au bon moment. Parce qu'elle était portée par un bon discours de fond sur les mutations de notre société. Parce qu'elle ouvrait justement, derrière les législatives, la perspective des élections présidentielles. Parce que, enfin, elle définissait une stratégie et soulignait la nécessité de s'ouvrir tout en se renouvelant, de se renforcer tout en rassemblant très largement.

Lorsque j'ai quitté le Premier Secrétariat du Parti, j'ai mis en place un dispositif politique avec l'accord unanime du Comité Directeur et du Congrès de Bordeaux. Laurent FABIOUS devenait notre Premier Secrétaire et Michel ROCARD notre candidat pour les Présidentielles. Cette perspective se précise et je m'en réjouis.

Mon cher Michel, à toi maintenant, avec nous, à entreprendre le vaste rassemblement qui nous permettra de remporter les présidentielles.

A nous tous, militants et responsables du parti, avec toi, de réussir le profond renouvellement des idées et des pratiques dont le socialisme a besoin pour traverser le siècle qui vient.

A nous tous d'enrayer définitivement les dérives et la mécanique infernale de ces courants qui nous ont fait tant de mal.

A nous tous, surtout, de montrer

notre volonté d'en finir avec les querelles subalternes et notre détermination à vivre dans l'unité et dans l'amitié une nouvelle aventure collective.

Avec le tournant politique de 82 et 83 notre pratique gouvernementale en matière économique, notre projet adapté au Congrès de l'Arche nous sommes devenus un Parti Social Démocrate.

Nous sommes à l'unisson de tous les autres grands partis sociaux démocrates et socialistes d'Europe. Et j'ajoute du monde, heureux de le souligner comme Président de l'International Socialiste.

- Nous avons besoin du rassemblement le plus vaste à Gauche et qui doit aller jusqu'où commence la Droite.

- Nous avons besoin de notre formation politique social démocrate - parti, union, que sais-je et peu importe - Nous en avons besoin pour afficher notre

5

fidélité aux idées, notre capacité au changement et notre modernité.

Bonne chance pour toi et pour tous, mais la meilleure manière aujourd'hui de préparer les Présidentielles c'est encore de réussir les Elections Législatives prochaines.

Notre pensée, ce soir, va à tous les militants ~~qui sur le terrain défendent nos couleurs~~. Elle va à l'ensemble des candidats qui mènent campagne, chaque jour, dans leur circonscription. Elle va à tous ceux qui s'interrogent encore et n'ont pas fait leur choix. Je connais l'enthousiasme des uns, les attentes des autres et finalement les espoirs de tous.

Je sais aussi que certains peuvent connaître des moments de découragement. A tous ceux-là je dis qu'il ne faut pas perdre de vue la signification de notre combat.

Certes, nous luttons pour un score au soir du premier tour.

Nous luttons pour un groupe parlementaire, capable de contenir la droite dans sa volonté de régression sociale.

Nous luttons aussi pour que notre

Région, notre Département, ait une importante représentation socialiste au lendemain du second tour.

amis Mais surtout mes chers ~~Camarades~~, les Socialistes luttent pour des idées et des valeurs qui dépassent largement leur sort personnel, et cette échéance électorale.

Paradoxe, tout de même, que la situation actuelle. Jamais les sociétés ne se sont autant réclamées des valeurs qui fondent le Socialisme.

Jamais l'aspiration à la liberté, jamais l'aspiration à la solidarité, jamais l'aspiration à l'égalité des chances, n'aura été autant partagée. Et cependant, non seulement on ne reconnaît pas la place que le Socialisme a pris pour faire avancer ses idées, mais on doute de notre capacité à mettre en oeuvre ces mêmes valeurs.

Ces valeurs, la droite s'y est parfois ralliée, à regret, mais qui d'autres que



nous est mieux capable de les préserver et de les développer.

Au moment même où le Communisme s'efface, où nous sommes les seuls à porter un véritable projet de société, notre véritable combat sera de réinvestir nos propres valeurs. Elles constituent notre force et la seule raison de notre combat.

Et ce combat est engagé partout dans le monde, il est engagé dans le Tiers Monde, en Amérique Latine et en Asie où des choix décisifs de modèles économiques vont être faits, qui engagent durablement l'avenir de milliards d'hommes. Ce choix est engagé en Europe de l'Est qui s'engage dans un type de développement, manifestement inadapté aux aspirations des populations. Il est engagé dans les pays développés où la droite cherche à reprendre l'avantage pour imposer la régression de la protection sociale.

Nous devons être conscients de la

nature de cette phase historique, qui n'est certainement pas encore la victoire du Socialisme, mais qui n'est pas non plus la victoire du libéralisme. Ce libéralisme qui impose une société duale entre monde développé et Tiers-Monde, travailleurs et chômeurs, riches et pauvres...

En France, la droite a choisi le terrain de la polémique de préférence à celui du projet. Car vous n'en doutez pas, la droite n'a pas de projet.

Il ne suffit pas de quelques pages, difficilement négociées, sans contenu réel pour susciter l'intérêt. Quand elle nous propose d'appliquer des contrats de solidarité au secteur privé, ce qui revient à supprimer le SMIC, nous disons casse-cou. Quand elle nous parle de privatiser la SNCF et l'EDF, nous disons "vous bradez le patrimoine industriel". Quand elle nous parle de la Régionalisation, de l'Enseignement Technique, de la Création d'Universités Privées, et de salaires des professeurs au mérite, nous disons "scandale".

Nos critiques ont dû porter, puisqu'à peine présenté, ce programme a été escamoté.

Plus personne n'en parle. Chaque jour ou presque, nous découvrons un nouveau programme dans la presse. Un jour c'est Giscard d'Estaing qui retrouve les accents du libéralisme avancé, celui-là même qui n'a pas avancé de 1974 à 1980. Un autre jour, c'est LEOTARD, qui redécouvre le monde en quinze points : quinze points, quinze poncifs. Un exemple, le chapitre de la rénovation de l'école, la seule mesure proposée par LEOTARD c'est de supprimer la mise à disposition d'enseignants auprès des associations. Qui pense qu'en coupant l'éducation du monde associatif, on réalise un progrès ?

Du côté du R.P.R., la ligne oscille au gré des réunions publiques entre les étatistes, les libéraux nationalistes et les libéraux européens. Résultat, au dernier Conseil national du R.P.R., on ne donne la parole ni à BALLADUR, ni à SEGUIN, pour

12

ne choquer personne. Un message d'unité dans l'absence de débats, bel exemple de camouflage.

La droite pratique aussi l'amnésie. Il lui faut faire oublier qu'elle fut au pouvoir avant 1981. C'était bien le même Giscard d'Estaing qui exerçait la Présidence de la République. C'était bien Jacques CHIRAC qui fut son Premier ministre. Pour la plupart, ils étaient déjà là, ne l'oublions pas.

Ils nous disent aujourd'hui "les libertés de la presse". ~~Pourtant, avant 1981, le journal télévisé était pratiquement dicté depuis le bureau du~~ ^{à l'interdiction} ~~Ministre de l'Information. L'interdiction~~ des radios libres, c'était aussi les mêmes hommes. N'est-ce pas un Ministre de la Justice de Valéry Giscard d'Estaing qui demandait l'inculpation de François MITTERRAND pour avoir créé une radio libre dans les locaux du Parti Socialiste ?

Et les Français se souviennent-ils des tribunaux d'exception, condamnés

par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, ~~• tandis qu'ils statuaient encore sur des délits d'opinion.~~ Se souviennent-ils que l'homosexualité était un délit, que la peine de mort faisait peser l'irréparable risque de l'erreur judiciaire. ~~Ils nous disent aujourd'hui : vous laissez l'économie dans un état catastrophique. Mais en 1981 l'inflation atteignait 14 %, le commerce extérieur était en chute libre, et des pans entiers de notre industrie menaçaient de s'effondrer. La politique de la droite se limitait alors à les qualifier de "canard boiteux".~~

Et que dire de 1986 à 1988, avec la mise en place, par Jacques CHIRAC d'un libéralisme qui n'était déjà plus de saison, avec la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, l'anonymat sur l'or, la diminution des remboursements de médicaments...

A n'en pas douter, cela vous devez le dire aux Français. Jamais campagne n'aura été plus fade, c'est la campagne de l'oubli, de l'esquive, mais

aussi des coups bas. Il est vrai que la droite n'a plus de projet, et que les tenants de l'ultra-libéralisme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ont dû quitter le pouvoir !

~~Tout cela vous devez le dire, surtout aux jeunes, qui n'ont pas connu ces périodes et qui sont tentés de prendre pour argent comptant les proclamations d'une droite, qui a pourtant beaucoup à se reprocher.~~

ch aux Français

Aux Français de ne pas oublier -et à nous de le leur rappeler- ce que la droite a fait quand elle était au pouvoir et ce qu'elle n'a pas fait quand nous, nous y étions. *au pouvoir -*

Dès la première ligne de la plateforme RPR-UDF, la droite reprend son nouveau credo : la réforme, ce serait elle !

La droite s'est emparée de la réforme. Mieux, ou plutôt pire encore, elle revendique cette idée avec un certain

succès si l'on se fie aux enquêtes d'opinion.

Il n'y a pas si longtemps, pourtant, la droite et la réforme constituaient un couple aussi mal assorti que celui formé par Jacques CHIRAC et Valéry GISCARD D'ESTAING !

Sur toutes les grandes réformes votées depuis 1981, le constat est pourtant aussi clair qu'implacable : la droite n'a été au rendez-vous d'aucune d'entre elle. Ou plutôt, pour être vraiment précis, elle n'en a voté qu'une seule : la loi sur le surendettement des ménages. C'est tout de même bien peu pour revendiquer avec quelque crédit le vocable de réformateur !

Ils disent "décentralisation" : aucune -je dis bien aucune- de toutes les lois de décentralisation n'a été votée par la droite depuis 1981.

Ils disent "morale" : la limitation du cumul des mandats, le financement



des partis politiques, la prévention de la corruption et, mes chers Camarades, la réglementation des écoutes téléphoniques, pas une seule de ces lois n'a été votée par la droite !

Ils disent -bouquet final- "justice sociale". Mais ils n'ont pas voté pour la retraite à 60 ans, la cinquième semaine de congés payés, la réduction du temps de travail, les lois Auroux, le remboursement de l'IVG, la limitation des loyers, la contribution sociale généralisée ou le crédit formation.

Ils disent même "les socialistes sont responsables de la pauvreté". Je suis Maire depuis vingt ans. Je me souviens de tous ceux qui n'avaient rien, mais rien du tout. Ils devaient aller au bureau de bienfaisance, chercher des bons de charbon ou des bons de viande. Qui n'a rien fait entre 1986 et 1988 ? Qui s'est abstenu lorsque l'on a pérennisé le RMI en 1992 ? Qui a même voté contre l'impôt sur la fortune qui le finançait ? La droite !



Aujourd'hui, plus de un million de
foyer, représentant plus de 2 millions de
personnes ont bénéficié du RMI.

SOCIAL

Flé

Fiche 1: le RMI

- loi du 1/12/1988, avec une expérimentation de 3 ans et une évaluation

- ouverture d'un droit nouveau: le droit à un revenu minimum, accompagné du droit à l'insertion ou à la réinsertion sociale et professionnelle: c'est-à-dire le **droit à la dignité** pour les plus démunis

- bilan:

en 3 ans, 1 million de foyers représentant **plus de 2 millions de personnes** ont bénéficié du RMI.

aujourd'hui, **près de 650 000 foyers** perçoivent le RMI.

- montant mensuel:

2253 francs pour une personne seule

3379 francs pour deux personnes

675 francs par personne supplémentaire

901 francs à partir du troisième enfant

- financement:

essentiellement l'Etat: **14,3 milliards F** dans le **budget de 1993**

les départements financent les crédits d'insertion et l'assurance personnelle maladie

Le véritable enjeu est l'insertion: 2/3 des bénéficiaires du RMI sont entrés dans une démarche d'insertion.

- adaptation du RMI:

loi du 29/07/92 : elle donne un nouveau souffle au RMI:

* efficacité accrue du dispositif départemental et local d'insertion

* renforcement de l'insertion professionnelle

* gratuité totale des soins pour les allocataires du RMI

~~Social
économique~~

19

L'emploi

Notre bilan est un bon bilan ! Il y a, c'est vrai, un point noir : l'emploi.

Monsieur Giscard d'Estaing s'est récemment aventuré à évoquer "un chômage socialiste", naviguant ainsi entre l'illusion et le mensonge.

L'illusion, s'il veut faire croire qu'avec la droite le chômage, par enchantement, disparaîtrait alors qu'il a augmenté de plus de 350 % pendant son septennat.

Le mensonge, s'il veut laisser penser que la France est la seule à être confrontée à ce problème. La Grande-Bretagne et l'Allemagne comptent plus de trois millions de chômeurs. Et pourtant, je n'ai pas souvenir d'avoir rencontré ni Madame Thatcher, ni Monsieur Major, ni Monsieur Kohl aux réunions de l'Internationale Socialiste !

Alors, c'est vrai, la France, elle aussi, compte trois millions de chômeurs.

Nous pourrions dire que le chômage a moins augmenté en France que dans les autres pays industrialisés. Nous pourrions rappeler que, lorsque Michel Rocard était à Matignon, la croissance avait permis de créer plus de un million d'emplois. Nous pourrions aussi rajouter que nous avons beaucoup fait pour aider à l'embauche des premiers salariés, des jeunes, des chômeurs de longue durée ; qu'en maîtrisant l'inflation et en abaissant les charges des entreprises nous avons permis à la France d'être le seul pays européen à gagner des parts de marché entre 1988 et 1992.



Tout cela est vrai. Reste quand même l'échec de ne pas avoir réussi à enrayer la montée du chômage. Alors, que faire maintenant ?

La droite nous répond "croissance" quand on sait qu'elle est à la fois incertaine et insuffisante.

Nous disons "croissance et réduction du temps de travail" et le jugement de Jacques Chirac tombe, lapidaire et dédaigneux : "stupide et dangereux".

Il y a là un vrai clivage de fond entre la droite et la gauche, entre les conservateurs et les réformateurs - dans lesquels je range les écologistes -, entre ceux qui donnent un blanc seing au marché et ceux qui veulent organiser la société, entre ceux qui acceptent en fait un partage sauvage du travail et ceux qui, au contraire, rêvent d'une société plus solidaire. Nous savons où est notre camp !

En 1982, sous mon gouvernement, nous avons fait un premier pas. Sans doute les mentalités n'étaient-elles pas encore mûres et les conditions pas encore réunies.

Il faut aujourd'hui une nouvelle impulsion nationale, relayée ensuite en Europe et dans les entreprises. Il faut aujourd'hui une nouvelle mobilisation autour de la réduction du temps de travail et j'organiserais en octobre, dans le cadre de l'Internationale Socialiste, une mobilisation sur ce thème. Il s'agit là de lutter contre le chômage et les meilleurs économistes ont montré cette semaine que c'est là que se trouvaient le plus riche gisement d'emplois. Mais il s'agit au delà d'inventer une nouvelle manière de vivre, une nouvelle conception de la société.

Non, quels que soient les domaines, nous savons que les Français n'attendent rien de la droite et qu'elle ne suscite ni élan, ni espoir.

A nous de nous battre pour améliorer le score que l'on lui prête.

A nous de vaincre partout où nous le pouvons.

A nous de trouver l'élan pour les victoires futures.

A nous de porter haut nos valeurs et d'ouvrir de nouvelles perspectives.

Avec la réduction du temps du travail, nous disposons d'une perspective sociale.

Avec le Big-Bang, nous disposons d'une perspective politique.

A nous de les utiliser jusqu'au dernier jour de cette campagne et de les faire vivre dès le lendemain.

TRAME D'INTERVENTION

de Pierre MAUROY

(partie locale)

MEETING DE LILLE

Vendredi 12 Mars

Le département du Nord c'est 24 députés dont 14 socialistes.

Les enjeux des élections législatives dans le Nord.

- 1) En 1988, nous avons obtenu dans le Nord un résultat exceptionnel, supérieur même en nombre d'élus à 1981. **Il sera difficile aujourd'hui de réaliser un aussi bon résultat**, mais nous devrions tirer avantage du micro-climat politique local (larges alliances et bonne implantation de nos candidats)

- 2) **Le Nord est le lieu idéal pour préfigurer les rassemblements de l'avenir.** L'alliance avec les autres grandes forces politiques de progrès fonctionne déjà ici, à Lille, à Dunkerque et au Conseil régional. Nous avons appris à travailler à la fois avec les écologistes

et les communistes. Les résultats sont là : cette large alliance porte chaque jour ses fruits.

Ce ne sera pas la première fois que les socialistes du Nord inspirent une stratégie nationale. Je me félicite que nous ayons pris les devants. Toutes les conditions sont réunies pour rassembler au second tour.

Pourtant nous sommes différents : les communistes veulent un système économique planifié, et font peser trop lourdement les intérêts généraux de la collectivité sur l'individu. Quant aux écologistes, ils ont moins que nous la capacité de concilier la nécessité du développement économique pour le progrès de l'humanité et l'exigence d'un environnement préservé. Mais nous parvenons assez facilement à nous retrouver sur l'essentiel des dossiers qui touchent la vie quotidienne des habitants de cette régions. Ce n'est pas fortuit, nous avons en effet une sensibilité sociale qui nous oppose toujours aux forces de droite.

3) Le Nord c'est aussi une terre de forte implantation d'élus socialistes, qui connaissent parfaitement les réalités quotidiennes de leur commune, de leur canton ou de leur circonscription. La proximité de ces élus avec les habitants du Nord est un de leurs

meilleurs atouts. Vous verrez, au soir du 21 mars, ce seront ceux-là qui enregistrons les meilleurs résultats.

- 4) Mais surtout voter socialiste dans le Nord c'est adhérer au grand mouvement que nous avons engagé pour son renouveau.

Le développement de la Métropole lilloise se fera au bénéfice de tout le département. Ce développement est généralement perçu comme exemplaire. Les entreprises reviennent, de nouveaux emplois se créent notamment dans le secteur tertiaire. Mais ce renouveau est perçu différemment cf référendum qui traduit la carte de la perception de ce renouveau + oui = Renouveau perceptible, + non = renouveau imperceptible.

En cette période de faible croissance, Lille est la métropole qui parvient le mieux en France à préserver son développement. Le 18 Mai prochain, nous accueillerons le premier TGV Paris-Lille, dans six mois, nous inaugurerons la nouvelle gare, dans un an ouvrira le nouveau Palais des Congrès et dans un an et demi le Centre EURALILLE. Ce vaste mouvement n'est pas du au hasard. Il aura fallu beaucoup d'imagination, mais surtout beaucoup de volonté pour mener à bien de tels projets. L'utilité des hommes politique elle est là, et en l'occurrence ils sont souvent socialistes.

Les gens du Nord sont fiers de constater que **cette région reprend vie** mais ils oublient parfois que celà ne s'est pas fait tout seul. C'est parce-qu'il y a eu des générations d'élus passionnés et consacrant leur vie à la communauté, qu'aujourd'hui nous pouvons être fiers du Nord.

5) Message aux électeurs du Nord : Une région qui a tant besoin d'une grande politique sociale, qui a tant besoin de formation et d'accès aux études supérieures (Plan Université 2.000) peut-elle prendre le risque du libéralisme toujours indifférent à l'investissement social.

6) Le Conseil Général est dirigé par la droite depuis un an. Allez demander aux travailleurs sociaux du département ce qu'il pensent des moyens qui sont désormais mis à leur disposition. Demandez aux communes de quels moyens elles disposent désormais pour répondre aux besoins des bénéficiaires du RMI : le conseil Général néglige totalement la nécessité de l'insertion. Demandez encore à n'importe quelle association oeuvrant pour l'insertion sociale si elles sont ravies de constater que le Conseil Général refuse désormais de les aider. Il n'aura pas fallu longtemps pour que la droite montre son vrai visage. Chassez le naturel, il revient au galop. La patte blanche était celle du loup. L'agneau de la réforme n'était qu'une illusion.

NB : Rappel :

La Métropole lilloise c'est 11 députés dont 7 socialistes :

- 1ère circonscription
- 2ème circonscription (Bernard DEROSIER)
- 5ème circonscription (Denise CACHEUX nsrp, Bernard DAVOINE candidat)
- 6ème circonscription (Robert ANSELIN nsrp, Dominique BAILLY candidat)
- 7ème circonscription (Bernard CARTON)
- 10ème circonscription (Jean-Pierre BALDUYCK)
- 11ème circonscription (Yves DURAND)

Les socialistes dans leur évolution, doivent mieux comprendre que la société a changé.

Nous sommes tous, et fort légitimement, mobilisés en faveur des plus défavorisés. Mais n'oublie-t-on pas trop souvent le corps central de la société? Tous ceux qui gagnent 5.000, 6.000, 7.000, voire 8.000 francs, ils ne sont pas à proprement parler des défavorisés, mais leur vie quotidienne n'est pas non plus une vie facile.

C'est aussi à tous ceux là que nous devons mieux parler, mieux proposer et mieux répondre. Et les socialistes sont les mieux placés pour cela.

CONTEXTE REGIONAL :

Dans le Nord-Pas-de-Calais, les socialistes sont aussi les mieux placés pour assurer l'avenir et le développement d'une région qui vient de loin.

En mars dernier, le balancier a pourtant changé de camps, la droite a pris une place nouvelle à la tête de département est fortement présente au sein du Conseil régional.

Eh bien, faisons rapidement un premier bilan.

Car, ici, comme dans le reste du pays, c'est aussi le spectacle de la désunion de la droite.

BORLOO et TURK sous couvert de la rénovation : c'est l'affirmation des ambitions personnelles.

Les déclaration solennelles sur le Front national au moment des élections régionales font place maintenant à une complicité calculée afin de paralyser le Conseil régional.

Le blocage des institutions c'est aussi le fait que plus aucun dossier n'est traité par le Conseil général, son président est paralysé par les querelles intestines de la droite.

Au Conseil municipal de Lille, c'est la même chose, ils ont déjà perdu deux des leurs depuis 1989 et les onze derniers s'étripent quotidiennement.

La droite au pouvoir c'est cela. Aujourd'hui au département, demain à la tête du pays. Il suffit de transposer l'expérience locale pour avoir une idée assez claire du résultat que cela donnerait à l'Assemblée nationale ou au gouvernement.

Nous, en revanche, nous savons prendre nos responsabilités. En signant un accord avec les Verts, nous montrons notre volonté de faire avancer les choses.

Cet accord a été expliqué, il a été largement médiatisé. Vous savez qu'il est important par la nature des sujets qu'il traite et par la stratégie régionale qu'il sous-tend.

Cet accord prouve que pour la résolution des problèmes de la vie quotidienne, dans le respect des valeurs de solidarité, de justice sociale et de démocratie, les socialistes et les verts peuvent s'entendre et même regarder dans la même direction.

Ceci est d'autant plus important que pour nous le problème des alliances se pose inévitablement. Notre parti ne peut prétendre gouverner seul des villes, des régions et des départements. Nous ne sommes plus aux

temps où l'on pensait que le Parti socialiste pourrait constituer une force incontournable autour des 40%.

Nous avons donc besoin de nous associer avec les autres forces de progrès pour permettre au Parti socialiste de jouer le rôle moteur qui est le sien.

Nous en faisons l'expérience à Lille, avec les verts, mais aussi avec le parti communiste, et je n'oublie pas toutes les personnalités indépendantes qui nous ont rejoints, qui travaillent avec nous. Et ça marche!

Cette équipe se montre efficace dans l'action : jamais la ville, malgré les difficultés du contexte économique n'a autant de projets.

J'en veux pour preuve, le fait qu'au moment où nous entrons dans la deuxième moitié du mandat, nous avons déjà réalisé près des 2/3 de ce que nous avions promis en 89. Et souvent de nouveaux projets qui ne figuraient pas encore au programme de 1989, ont été mis en oeuvre.

Ce bilan municipal, nous en sommes fiers, les Lillois aussi sont fiers de leur ville, malgré les difficultés qui subsistent parfois.

Le rassemblement des forces de progrès sur des objectifs précis est la clé de l'avenir des socialistes dans les années à venir. ce que nous avons réussi à Lille et à la région, il faut l'expérimenter ailleurs.

Les élections législatives seront à cet égard un moment fort de cette dynamique.

Je lisais ce matin dans la presse les résultats d'un sondage sur la première circonscription. Et j'étais frappé par les résultats du premier tour où les socialistes plus les communistes et les écologistes obtiendraient

largement plus de la moitié des intentions de vote. Et lorsque l'on pose la question du second tour, les 52 ou 53% se transforment en 46%, et dans certaines hypothèses moins encore.

C'est pourquoi, le résultat de ces élections dépendra beaucoup de notre capacité à créer ou non le rassemblement des forces de progrès au second tour.

Vous serez surpris par le résultat cumulé des socialistes, des écologistes, des communistes et des divers gauche. Nous retrouverons alors les 50% d'électeurs qui ont le coeur à gauche. Mais cette dispersion nouvelle constitue un défi majeur.

Divisées, ces forces seraient balayées.

Rassemblées elles surprendront par leur capacité à résister à la droite et à l'extrême-droite.

Les élections législatives se joueront aussi sur le plus qu'apporte l'action des socialistes dans les collectivités locales.

Un exemple : à Lille aux élections régionales, la liste de Michel DELEBARRE a obtenu près de 26%, contre 20% dans le reste du département.

Lors du référendum sur l'Union européenne, le OUI à Lille c'est 10 points de plus que dans le reste du département et 4 points de plus que dans le reste du pays.

Nous devons transformer l'essai, en valorisant la qualité de nos réalisations dans la ville et la Communauté urbaine. C'est ce qui peut nous permettre de réaliser ces 3 ou 5 points supplémentaires qui permettent d'échapper à la rigueur du climat national et d'emporter l'élection.

Et comme en plus nous avons d'excellent candidats à Lille, dans la Première circonscription avec Bernard ROMAN, dans la seconde circonscription avec Bernard DEROSIER, nous gagnerons.

Je pense aussi aux troisième et quatrième circonscriptions. Elles sont très difficiles, avec des député sortant de droite, mais nous devons tout faire pour que le candidat du Parti socialiste soit présent au second tour afin qu'il rassemble tous ceux qui ont un message pour la ville, un message pour la métropole, un message pour la France.

TRAME D'INTERVENTION

de Pierre MAUROY

(partie locale)

MEETING DE LILLE

Vendredi 12 Mars 1993 -

Le département du Nord c'est 24 députés dont 14 socialistes.

Les enjeux des élections législatives dans le Nord.

1) En 1988, nous avons obtenu dans le Nord un résultat exceptionnel, supérieur même en nombre d'élus à 1981. **Il sera difficile aujourd'hui de réaliser un aussi bon résultat**, mais nous devrions tirer avantage du micro-climat politique local (larges alliances et bonne implantation de nos candidats)

2) **Le Nord est le lieu idéal pour préfigurer les rassemblements de l'avenir.** L'alliance avec les autres grandes forces politiques de progrès fonctionne déjà ici, à Lille, à Dunkerque et au Conseil régional. Nous avons appris à travailler à la fois avec les écologistes

et les communistes. Les résultats sont là : cette large alliance porte chaque jour ses fruits.

Ce ne sera pas la première fois que les socialistes du Nord inspirent une stratégie nationale. Je me félicite que nous ayons pris les devants. Toutes les conditions sont réunies pour rassembler au second tour.

Pourtant nous sommes différents : les communistes veulent un système économique planifié, et font peser trop lourdement les intérêts généraux de la collectivité sur l'individu. Quant aux écologistes, ils ont moins que nous la capacité de concilier la nécessité du développement économique pour le progrès de l'humanité et l'exigence d'un environnement préservé. Mais nous parvenons assez facilement à nous retrouver sur l'essentiel des dossiers qui touchent la vie quotidienne des habitants de cette régions. Ce n'est pas fortuit, nous avons en effet une sensibilité sociale qui nous oppose toujours aux forces de droite.

- 3) Le Nord c'est aussi une terre de forte implantation d'élus socialistes, qui connaissent parfaitement les réalités quotidiennes de leur commune, de leur canton ou de leur circonscription. La proximité de ces élus avec les habitants du Nord est un de leurs**

meilleurs atouts. Vous verrez, au soir du 21 mars, ce seront ceux-là qui enregistrerons les meilleurs résultats.

- 4) Mais surtout voter socialiste dans le Nord c'est adhérer au grand mouvement que nous avons engagé pour son renouveau.

Le développement de la Métropole lilloise se fera au bénéfice de tout le département. Ce développement est généralement perçu comme exemplaire. Les entreprises reviennent, de nouveaux emplois se créent notamment dans le secteur tertiaire. Mais ce renouveau est perçu différemment cf référendum qui traduit la carte de la perception de ce renouveau + oui = Renouveau perceptible, + non = renouveau imperceptible.

En cette période de faible croissance, Lille est la métropole qui parvient le mieux en France à préserver son développement. Le 18 Mai prochain, nous accueillerons le premier TGV Paris-Lille, dans six mois, nous inaugurerons la nouvelle gare, dans un an ouvrira le nouveau Palais des Congrès et dans un an et demi le Centre EURALILLE. Ce vaste mouvement n'est pas du au hasard. Il aura fallu beaucoup d'imagination, mais surtout beaucoup de volonté pour mener à bien de tels projets. L'utilité des hommes politique elle est là, et en l'occurrence ils sont souvent socialistes.

Les gens du Nord sont fiers de constater que **cette région reprend vie** mais ils oublient parfois que cela ne s'est pas fait tout seul. C'est parce-qu'il y a eu des générations d'élus passionnés et consacrant leur vie à la communauté, qu'aujourd'hui nous pouvons être fiers du Nord.

5) Message aux électeurs du Nord : Une région qui a tant besoin d'une grande politique sociale, qui a tant besoin de formation et d'accès aux études supérieures (Plan Université 2.000) peut-elle prendre le risque du libéralisme toujours indifférent à l'investissement social.

6) Le Conseil Général est dirigé par la droite depuis un an. Allez demander aux travailleurs sociaux du département ce qu'il pensent des moyens qui sont désormais mis à leur disposition. Demandez aux communes de quels moyens elles disposent désormais pour répondre aux besoins des bénéficiaires du RMI : le conseil Général néglige totalement la nécessité de l'insertion. Demandez encore à n'importe quelle association oeuvrant pour l'insertion sociale si elles sont ravies de constater que le Conseil Général refuse désormais de les aider. Il n'aura pas fallu longtemps pour que la droite montre son vrai visage. Chassez le naturel, il revient au galop. La patte blanche était celle du loup. L'agneau de la réforme n'était qu'illusion.

NB : Rappel :

La Métropole lilloise c'est 11 députés dont 7 socialistes :

- 1ère circonscription
- 2ème circonscription (Bernard DEROSIER)
- 5ème circonscription (Denise CACHEUX nsrp, Bernard DAVOINE candidat)
- 6ème circonscription (Robert ANSELIN nsrp, Dominique BAILLY candidat)
- 7ème circonscription (Bernard CARTON)
- 10ème circonscription (Jean-Pierre BALDUYCK)
- 11ème circonscription (Yves DURAND)

NB : Rappel :

La Métropole lilloise c'est 11 députés dont 7 socialistes :

- 1ère circonscription
- 2ème circonscription (Bernard DEROSIER)
- 5ème circonscription (Denise CACHEUX nsrp, Bernard DAVOINE candidat)
- 6ème circonscription (Robert ANSELIN nsrp, Dominique BAILLY candidat)
- 7ème circonscription (Bernard CARTON)
- 10ème circonscription (Jean-Pierre BALDUYCK)
- 11ème circonscription (Yves DURAND)

Michel Rocard, à Lille

BIG-BANG ET PARTAGE DU TRAVAIL

Devant environ 3 000 militants, Michel Rocard a défendu, vendredi soir à Lille, son projet de « big-bang » pour le Parti socialiste et un nouveau partage du travail, pour lutter contre le chômage.

« Il nous faut inventer des formes nouvelles d'organisation de militantisme et de convergence », a déclaré l'ancien Premier ministre, précisant toutefois, qu'il était trop tôt pour les définir. Il a rappelé que la plupart des partis sociaux-démocrates européens « ne descendent jamais en dessous de 30 ou 35 % », alors que le P.S. n'est jamais parvenu à s'installer « durablement », au-delà de 22 ou 23 %.

Prenant en exemple, les relations qu'ont su établir les socialistes et les écologistes, au sein du Conseil régional, Michel Rocard a estimé « qu'on peut travailler avec qui est différent de nous, sans renoncer à soi-même ». Avec des convergences voulues et ne résultant pas seulement de nécessités électorales, « nous pourrions, dans la fidélité à notre identité et dans le respect de celle des autres, construire une force de progrès souple, ouverte, dynamique ».

Michel Rocard a également défendu l'idée d'un nouveau partage du travail, qui ne visait pas « à mettre en danger ceux qui ont un emploi », ni « à cacher une forme discrète de chômage partiel ». Pour lui, « notre société est capable de créer de la richesse plus rapidement qu'elle n'est capable

de créer des emplois » et qu'il fallait donc accepter le partage du travail, seul moyen de permettre la consolidation des emplois existants et la création d'emplois nouveaux.

La bataille n'est pas perdue

Le meeting de Michel Rocard, venu soutenir les 24 candidats socialistes et leurs suppléants, tous présents, aux premiers rangs d'un Palais Saint-Sauveur, plein à craquer, avait commencé par une intervention de Bernard Roman, pour qui « la bataille n'est pas perdue, puisqu'un Français sur trois n'a pas encore pris sa décision, et que près de 100 circonscriptions, peuvent basculer d'un côté ou de l'autre, au second tour ». Et de poursuivre : « Ne nous excusons pas d'être socialistes. Nous sommes de gauche, et notre combat reste le même, contre la droite et l'extrême-droite ».

Pour sa part, Pierre Mauroy a salué en Michel Rocard, « celui qui sera notre candidat aux présidentielles de 1995 ». Pour le maire de Lille, le rassemblement à gauche doit aller « jusqu'où commence la droite ». Il a souligné la nécessité pour le P.S. de disposer d'un groupe parlementaire, le plus important possible « susceptible de contenir la droite dans sa volonté de régression sociale ». Après avoir fustigé une droite sans projet, Pierre Mauroy a rappelé qu'« il y a un clivage entre la droite et la gauche, entre les conservateurs et les réformateurs, dans lequel je range les écologistes. Non, les Français n'attendent rien de la droite, car elle ne suscite, ni élan, ni espoir ». Pour lui, « le socialisme et la gauche ne sont pas finis. Ils recommencent et le big-bang de Michel Rocard est une perspective politique, quand le partage du travail est une perspective sociale ».



Michel Rocard et Pierre Mauroy, au meeting.

Netto

Législatives des 21 et 28 mars

24 DÉPUTÉS A ÉLIRE

Nous sommes à la fin d'une campagne électorale que, seul, finalement, l'appel au « big-bang », lancé par Michel Rocard, est parvenu à animer. Comme si les électeurs allaient remplir une simple formalité... Mais il y a encore des indécis et abstentionnistes à convaincre, et donc quelques surprises à prévoir. Peut-on, sans s'inquiéter, laisser la droite occuper, après le 28 mars, presque toute la France politique : 75 des 95 conseils généraux, 19 des 21 conseils régionaux, plus des deux tiers de l'Assemblée et du Sénat, et le gouvernement ? Situation dans le Nord, où l'on peut raisonnablement penser qu'il y aura une prime au sortant et que les socialistes feront mieux qu'au niveau national. Mais tout se jouera entre les deux tours, sur les capacités de rassemblement, notamment dans le camp du progrès.

PAR GUY LE FLÉCHER

PHOTOS : PHILIPPE BEELE - DANIEL RAPAICH

Après trois années sans consultation électorale, la France a dévoilé, en mars 1992, son nouveau paysage politique. C'est un pays méconnaissable et troublé qui est sorti des urnes des régionales et des cantonales. La baisse du Parti socialiste, comme celle de la droite, l'installation du Front national, l'émergence des écologistes et l'apparition du vote protestataire ont cassé le jeu traditionnel. Un an, plus tard, tous les sondages veulent nous faire croire que les carottes sont cuites, qu'il faut s'attendre à un effondrement du P.S., que 400 députés de l'opposition vont entrer dans l'hémicycle, que ceci, que cela...

La politique est pour longtemps encore une spécialité française, un virus hexagonal, et les dimanches 21 et 28 mars, les Français pourraient bien, sinon faire mentir les son-

dages, du moins ne pas leur donner totalement raison. Après tout, les commentateurs, analystes, politologues et autres pronostiqueurs nous disaient bien que la grande affaire de ce vote serait la percée écologiste et l'O.P.A. de la droite sur le pouvoir. A quelques jours, du deuxième tour, on s'aperçoit que les écologistes piétinent, que la droite — tiens, au fait, la droite : combien de divisions ? — veut l'alternance, mais ne propose aucune alternative, etc.

Finalement, le seul événement politique de cette campagne, a été le « big bang » proposé par Michel Rocard, qui le rappelait encore, l'autre soir, à Lille (voir encadré) : « Lorsque cette campagne s'est ouverte, elle ne portait que sur le passé. Aujourd'hui, nous avons remis au premier rang les enjeux de l'avenir, les espoirs



3 000 personnes ont acclamé P. Mauroy et M. Rocard.

pour demain. Les Français vont le redécouvrir : l'avenir et l'espoir, ce sont les deux prénoms du socialisme ».

Des bastions solides ; d'autres moins

Dans le Nord découpé en 24 circonscriptions, ils sont

14 députés socialistes et représentent le plus fort contingent départemental du P.S., à l'Assemblée Nationale. Parmi les bastions solides : la 2^e (Bernard Derosier), la 5^e (Bernard Davoine), la 11^e (Yves Durand), la 22^e (Christian Bataille) et la 24^e (Marcel Dehoux).

La partie s'annonce plus difficile, mais la victoire devrait être au rendez-vous pour Bernard Roman (1^{re}), Michel Delebarre (12^e) et Umberto Battist (23^e). Dans les six autres circonscriptions socialistes, tout semble plus incertain et rien ne peut permettre de pronos-

Netto